



# L'éducation en Europe De la Résistance à la Reprise

Investissement Public, Privatisation,  
Réformes et rôle des Relations Industrielles

Conférence en ligne du CSEE - 31 Mars 2021 - 9h30 - 12h30 CET



UNIwersYTET WARSZAWSKI  
Wydział Nauk Ekonomicznych



This project is supported by the European Commission,  
DG Employment, Social Affairs and Inclusion.



# Programme

31 Mars 2021 / 9.30 - 12.30 CET

9:30 **Accueil et bienvenue**

*Par Larry Flanagan, Président du CSEE*

9:45 **Allocution thématique.** Le Socle européen des droits sociaux ouvre la voie à une reprise durable et inclusive après la pandémie de Covid-19 au sein de l'éducation : transformer le mythe en engagement et en action.

*Par Janine Costa, Présidente du Comité de l'Éducation du Conseil de l'UE  
Présidence portugaise de l'UE*

10:15 **Les relations industrielles en Europe en pleine mutation :** comment la privatisation, la libéralisation et les réformes de l'éducation transforment l'environnement professionnel des enseignant.e.s.

Présentation des résultats de la recherche "Rhétorique ou changement de donne. Le dialogue social et les relations industrielles dans l'éducation, entre la gouvernance de l'UE et la privatisation en Europe"

*Par: Université catholique de Louvain, Université de Naples Federico II, Université de Varsovie.*

**Aperçu par pays:**

- \* *Italie*
- \* *Belgique*
- \* *Pologne*
- \* *Suède*

11:00 Séance de questions/réponses

11:15 Pause-café

11:35 **Table ronde** présentée par *Trudy Kerperien, vice-présidente du CSEE*

**Négocier des systèmes d'éducation de qualité, inclusifs, équitables et gratuits en Europe : créer des solidarités pour gagner le soutien du grand public**

- \* *Ludovic Voet, secrétaire confédéral de la Confédération Européenne des Syndicats*
- \* *Victor Negrescu, député européen, vice-président du Comité CULT, Parlement Européen*
- \* *Tatjana Babrauskiene, membre du Comité Économique et Social Européen*
- \* *Ronja Hesse, Comité Exécutif, Union des Étudiant.e.s d'Europe*

12:20 **Conclusion**

*Susan Flocken, directrice européenne du CSEE*

12:30 Fin de la conférence



# Informations générales

Au cours de ces dernières décennies, le rôle central que joue le personnel enseignant pour assurer la qualité des systèmes éducatifs et l'efficacité des réformes de l'éducation a été largement mis en évidence, tant dans les recherches que par les responsables politiques, que ce soit au niveau mondial, européen ou national. Partout en Europe, le secteur de l'éducation et le personnel enseignant sont considérés comme essentiels pour la reprise et la croissance économiques durables, plus encore en cette période où l'Europe cherche à se relever de la pandémie de Covid-19. Pourtant, depuis une dizaine d'années, les tensions entre les contraintes budgétaires et l'efficacité des réformes de l'éducation continuent de poser des problèmes pour l'offre d'une éducation universelle de qualité, le respect de la profession, la cohérence du dialogue social, la liberté de négociation collective et l'implication des syndicats de l'enseignement dans l'élaboration des politiques.

Une éducation de qualité pour tous les individus et des systèmes de relations industrielles équitables constituent deux piliers fondamentaux d'une société décente, servant des objectifs sociaux et collectifs plus larges tels que l'équité, la cohésion sociale et l'inclusion. L'Union européenne a pris des initiatives importantes pour tenter de colmater certaines brèches qui ont fragilisé les relations industrielles au cours de ces dix dernières années et replacer l'éducation au centre d'une reprise sociale et économique équitable, où la connaissance joue un rôle essentiel. L'intérêt politique en faveur d'un « nouveau départ » pour le dialogue social, l'adoption du Socle européen des droits sociaux, l'Espace européen de l'éducation 2025 et l'alignement des objectifs des stratégies de l'UE sur le programme des Nations unies pour le développement durable sont autant d'initiatives ayant clairement le potentiel d'accélérer la reprise et de contribuer à la convergence sociale ascendante au sein et au travers de l'éducation.

L'objectif de cette conférence est de promouvoir un débat sur le statut et la valeur de l'éducation en tant que bien public, tout en examinant les problèmes qui touchent actuellement les relations industrielles au sein du secteur de l'éducation, dans un environnement en rapide mutation. Les tables rondes et les débats se dérouleront en présence de représentant.e.s d'organisations nationales et européennes, qui s'engagent à façonner les réponses à apporter aux défis politiques, économiques, sociaux et surtout éducatifs que doivent relever les sociétés européennes d'aujourd'hui.

Le projet de recherche « *Dialogue social et relations industrielles dans l'éducation : les défis de la gouvernance à niveaux multiples et de la privatisation en Europe* » (VS/2020/0120) servira de base aux discussions. Les résultats de ce projet permettront de jeter un nouvel éclairage sur les dynamiques que l'on peut observer entre les relations industrielles dans le secteur de l'éducation, la consolidation des budgets de l'éducation et les programmes de réforme faisant intervenir de nouveaux acteurs et de nouveaux modèles dans la gouvernance de l'éducation, tels que la nouvelle gestion publique, les partenariats public-privé dans l'éducation, l'application de méthodes de gestion propres aux entreprises dans les établissements scolaires, les incitants basés sur la performance des écoles et du personnel enseignant, les classements et la normalisation des évaluations, ainsi que la décentralisation des services publics. Ces résultats permettront également d'évaluer dans quelle mesure ces tendances et modèles de privatisation conditionnent l'environnement professionnel des enseignant.e.s et les services offrant une éducation de qualité pour tous les individus en Europe. Pour de plus amples informations concernant ce projet, [cliquez ici](#).



UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI NAPOLI  
**FEDERICO II**

 **UCLouvain**



UNIWERSYTET WARSZAWSKI  
**Wydział Nauk Ekonomicznych**



This project is supported by the European Commission,  
DG Employment, Social Affairs and Inclusion.

